

ANALYSE DU 17 juin 2011

RPT/AGO ET CRISE SOCIALE AU TOGO : Entre mensonges, arbitraires et répression

L'hypocrisie du gouvernement togolais atteint son paroxysme dès lors que les conflits sont frontaux entre des catégories sociales qui ne sont pas forcément conscientes de faire de la politique lorsqu'elles portent leurs revendications avec détermination et dans la durée.

L'hypocrisie de l'attelage RPT/AGO ne fait pas avancer le Togo au plan des droits humains car la preuve est de plus en plus donnée qu'il s'agit d'un pouvoir politique qui offre en guise de dialogue social depuis des décennies, une culture de répression et de brutalité pour solutionner les problèmes des citoyens. Les représentants des personnels hospitaliers ont-ils été naïfs de croire en la volonté et en la capacité de Faure Gnassingbé de résoudre leur problème ?

Les étudiants peuvent-ils rivaliser contre un système politique répressif, dont les conseillers viennent depuis la France pour réduire au silence la jeunesse ? Faure Gnassingbé peut-il continuer à privilégier certains étudiants de sa région, pour affaiblir le mouvement de contestation contre sa gestion et refuser d'affecter un budget conséquent pour former ceux qui vont diriger le Togo demain ?

1. ABSENCE D'UNE PLATEFORME DE COORDINATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Le peuple togolais devrait comprendre que les aspects catégoriels d'une crise sociale profonde et qui s'inscrit dans la durée, ne sont qu'un élément parmi un ensemble. Celui-ci reflète une politique restrictive, en matière sociale, économique, d'exercice de toutes les libertés publiques, de la part du régime RPT/AGO, ceci plus particulièrement à l'égard du monde du travail. Cette restriction s'accompagne d'une forme d'autocensure implicitement soutenue voire assistée parfois par des professionnels religieux, qui oublient de faire référence à la vérité et à la justice. Le peuple togolais devrait comprendre que les luttes gagnantes ne peuvent uniquement se faire de manière catégorielle. Il y a un besoin urgent d'une coordination d'ensemble des actions des différentes catégories sociales - portée par une vision claire, qui intègre la compréhension du mode de fonctionnement du système RPT/AGO, lequel a toujours œuvré pour diviser l'unité syndicale et politique pour régner – sans laquelle aucun changement substantiel et alternatif ne peut avoir lieu au Togo.

Sans une plateforme de coordination des mouvements sociaux pour analyser et comprendre que le gouvernement de Faure Gnassingbé s'est spécialisé dans l'attaque des plus faibles, aucune lutte sérieuse ne peut aboutir de manière durable. C'est alors qu'il est possible de déterminer les meilleurs modes d'action. Les techniques de « ventrologie » utilisées par le pouvoir sont

maintenant bien connues. Elles ont permis à certains de grossir rapidement... et de maigrir aussi rapidement dès lors que le régime RPT/AGO n'estime plus nécessaire d'avoir besoin de les « acheter » pour perdurer. Il reste alors l'humiliation. Pour éviter cela, il faut une démocratie revigorée et la coordination des luttes sociales. Mais pour aboutir à ce résultat la réponse doit être apportée à une question fondamentale : est-ce que les responsables de l'alternance politique, sociale et culturelle sont capables de porter aujourd'hui de telles exigences, au moins de les soutenir ?

2. CRISE SOCIALE DANS LE SECTEUR DE LA SANTE

Faut-il rappeler que c'est un 22 juin 2010 que le Syndicat des personnels hospitaliers du Togo (SYNPHOT) avait déposé un préavis de grève, pour réclamer au Gouvernement Houngbo II de cesser de mentir ? Comment ? En respectant les termes des quatre engagements majeurs que le Gouvernement Houngbo I avait pris à l'égard des personnels hospitaliers ! Cet engagement, inscrit dans un « mémorandum » paraphé le 18 décembre 2008 à Atakpamé par les cinq principaux syndicats concernés par ce dossier, n'a jamais vu un début de réalisation à ce jour.

Entre décembre 2008 et juin 2011, le Gouvernement Houngbo a évolué, passant d'abord du mensonge à l'arbitraire, puis recourant à la répression sur l'ordre express de son mentor, Faure Gnassingbé, à qui il doit allégeance, même pour agir contre les intérêts des populations.

Quel que soit le problème concerné - dans le domaine de la santé, dans l'exercice du droit syndical au sein de certaines entreprises, dans le domaine politique comme pour les Accords de Ouagadougou, ou maintenant avec la crise estudiantine – invariablement, les accords signés par Faure Gnassingbé ou ses représentants, dès lors que la défense des intérêts des Togolais et Togolaises est en jeu, ont toujours été détournés de leur objectif principal et servi jusqu'ici à :

- gagner du temps ;
- casser les mouvements en émergence et les actions syndicales ;
- diviser pour mieux régner ;
- permettre d'attirer des transfuges notamment en récupérant ou dévoyant certains chefs des mouvements en les mettant au service du pouvoir, en utilisant une large palette de moyens, principalement : l'argent, l'octroi de biens divers, les femmes, les postes de responsabilité, les primes salariales, le chantage, les menaces sur les familles, l'exil ou l'emprisonnement... ;
- berner les diplomates occidentaux trop occupés à gérer leur carrière en fermant les yeux sur les atteintes graves aux droits des populations ; et

- à désinformer en achetant quelques journalistes togolais peu éthiques y compris ceux des grands médias internationaux et africains.

Donc, aucun des quatre principaux points signés le 18 décembre 2008 pour sortir du conflit social du personnel sanitaire n'a été mis en œuvre par les Gouvernements Houngbo successifs. Les populations togolaises, malgré les inconvénients de la grève, adhèrent et soutiennent totalement le mouvement du personnel hospitalier. En réalité, si Faure Gnassingbé avait pris la décision de payer son juste dû au personnel de santé au Togo - au lieu d'aller tenter de se faire passer pour l'humanitaire de service au Japon, en volant chichement au secours des populations japonaises sinistrées du fait des erreurs de gouvernance dans le dossier nucléaire au Japon - peut-être que le conflit du personnel hospitalier togolais aurait commencé à trouver un début de solution. Le problème est que ce ne sont pas les 200 000 \$ US (soit environ 92 millions de FCFA ?¹) de Faure Gnassingbé offerts à l'Empereur japonais qui a préféré que cela soit versé à la Croix rouge du Japon et dont l'origine mériterait d'être clarifiée, qui a changé grand-chose à la situation financière du Japon. La croix rouge togolaise et les nombreuses organisations non gouvernementales d'assistance aux sinistrés du régime RPT/AGO aimeraient recevoir de tels dons.

Il ne faudrait pas que cette somme soit juste un reliquat de l'aide japonaise au Togo que les autorités japonaises demandent discrètement au Togo de restituer, pour éponger une partie de la dette publique japonaise devenue exponentielle depuis la quadruple catastrophe survenue il y a quelques mois (tremblement de terre, tsunami et défaillance du système de refroidissement des réacteurs d'une centrale nucléaire, contamination alimentaire sur plus de 100 km autour de la centrale nucléaire).

Le Japon aurait grandement rendu service au peuple togolais en s'assurant que ses « dons » ou « investissements », servent la population togolaise et non à enrichir encore plus quelques élites dirigeantes. Si ce travail avait été fait, peut-être que l'Empereur nippon aurait refusé d'accepter les 200.000 Euros offerts par Faure Gnassingbé, qui règne sur une population dont plus de 69,3 % des individus a un revenu inférieur à 2 \$ US par jour (soit environ 1000 FCFA en 2006), une pauvreté que sa gouvernance a contribué à augmenter et dont le taux se situerait aujourd'hui autour de 78 %. Sans compter les écarts d'inégalités croissants entre ceux qui profitent de son système patrimonial et ceux qui le subissent.

Si l'Empereur nippon avait conseillé à Faure Gnassingbé, de transférer directement aux responsables syndicaux togolais ce « don », pour tenter d'aider à désamorcer le conflit du personnel hospitalier, le Japon aurait certainement pu constater, pour une fois au moins, l'impact de son « aide ». Mais, est-ce que l'Empereur nippon et le Gouvernement japonais se soucient même de l'utilisation qui est réellement faite des soi-disant « dons », qui ressemblent

¹ Gouvernement togolais, « Faure se recueille à Sendai », voir Republicoftogo.com du 11 juin 2011, <<http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Diplomatie/Faure-se-recueille-a-Sendai>> accédé le 16 juin 2011.



Collectif pour la Vérité des Urnes

Mouvement Citoyen

davantage à des retours sur investissement, par ces temps de crise au Japon ? Espérons toutefois que Faure Gnassingbé qui fut selon le site gouvernemental « *ému par le spectacle de désolation qui s'offrait à ses yeux, une étendue de décombres* » et qui « *s'est longuement recueilli pensant sans doute aux 25.000 morts et disparus* » n'a pas oublié les morts du Togo en 2005 et 2010 du seul fait de son investiture forcée. Il faudra y rajouter les douze morts (peut-être plus), conséquence de la grève du syndicat du personnel hospitalier (SYNPHOT)². La responsabilité de Faure Gnassingbé doit être engagée car il a choisi de remplacer le dialogue social par les brutalités de l'armée et des forces de police à l'égard des étudiants et des personnels hospitaliers.

Au final, il est difficile de ne pas croire que Faure Gnassingbé ne méprise pas sa propre population en cherchant à jouer le pompier au Japon, alors que le Japon n'a rien demandé, au lieu de résoudre les problèmes sociaux au Togo.

3. CRISE SOCIALE DANS LE SECTEUR UNIVERSITAIRE

Sous le règne de Faure Gnassingbé, plus de 43 % de la population³ demeure analphabète alors que moins de 4,9 % du budget du Gouvernement de Faure Gnassingbé a été consacré à des dépenses sur l'éducation, dépenses qui comprennent les bâtiments. Le sort des étudiants ne semble pas être un souci majeur. En effet, le gouvernement Houngbo II a choisi la désinformation en ne présentant qu'un côté du dossier à savoir : « *le fait que les étudiants se sont livrés à des manifestations violentes et non autorisées, alors même que des discussions tripartites ont abouti début juin à un consensus reconnu par toutes les parties. Mais de quoi s'agit-il ? En réalité, il a fallu que les étudiants fassent entendre leur voix pour que le Gouvernement accepte d'identifier les « maux de l'Université ! ». « Le comble pour le premier ministre est que le fait de reconnaître les problèmes et de les coucher sur papier constitue en soi la réponse à apporter et que cela doit suffire pour que les étudiants arrêtent leur mouvement de protestation*⁴. Face à cette incurie, le choix du gouvernement, comme d'habitude est de s'attaquer aux « meneurs » », en arrêtant Adou SEÏBOU, Président du Mouvement pour l'Epanouissement de l'Etudiant Togolais (MEET) et une grande partie du bureau de cette organisation. Il faudra certainement expliquer la définition du mot « épanouissement » à ceux qui ont donné l'ordre de faire taire les étudiants.

² F. DZIDULA, « Grève dans les hôpitaux au Togo : douze morts à la mi-journée », MO5-TOGO, 15 Juin 2011, voir <http://www.mo5-togo.com/societe/2767-greve-dans-les-hopitaux-au-togo-douze-morts-a-la-mi-journee.html?d74cce44e121977e49863bb5e892f512=ffaed2262951581f402f37bff7ce9a36> accédé le 16 juin 2011.

³ World Bank, *WDI 2011*, p. 90 ; la période couverte est de 2005 à 2009.

⁴ Francis AMOUZOU, « le Gouvernement confirme l'arrestation du Président du MEET », AfriSCOOP Lomé, 15 juin 2011, voir <http://www.afriscoop.net/journal/spip.php?article3867>, accédé le 16 juin 2011.



Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Le Gouvernement Houngbo a progressé dans sa technique de résolution des conflits estudiantins en optant pour l'intimidation, la radicalisation du conflit sur la base de l'arbitraire et la répression sur l'ordre express de son chef, Faure Gnassingbé, à qui il doit démontrer sa capacité de nuisance contre les étudiants afin de perdurer à son poste.

Mais le gouvernement togolais n'ose pas remonter aux origines du conflit qui l'oppose aux étudiants. Car en présentant uniquement aux peuples togolais les scènes de violence du 25 et 26 mai 2011 sur le campus de Lomé afin de justifier la « garde à vue » de M. Seïbou et d'au moins quatre autres responsables de l'association de défense des intérêts des étudiants, Faure Gnassingbé cherche à se mettre la population de son côté. En réalité, la population doit savoir qu'il s'agit là d'un mensonge flagrant de Faure Gnassingbé et de son Gouvernement. Selon les dires de plusieurs témoins et du vice-président du MEET, M. Awoudi, l'Assemblée générale pacifique qui devait se tenir dans un amphithéâtre n'a pas pu avoir lieu puisque les forces de répression de Faure Gnassingbé ont empêché l'accès à la salle. Les étudiants ont alors décidé de tenir leur Assemblée générale devant la direction de la Faculté de droit. C'est donc le droit démocratique de discuter des problèmes les concernant et le droit de prendre une décision démocratique pour trouver une solution, qui sont refusés aux étudiants togolais. Il n'y a rien d'étonnant à cela puisque Faure Gnassingbé a une sainte horreur de la démocratie, la vraie et préfère celle que l'on falsifie, en piétinant la vérité des urnes, avec l'aide et la bénédiction de la communauté internationale, les autorités françaises en particulier.

La crise estudiantine en cours, révèle également une aggravation de la brutalité policière au cours des interpellations manu militari qui visaient à empêcher la tenue de l'Assemblée Générale. À la suite de celles-ci, on compte par dizaines les blessés à la tête et aux jambes, consécutivement aux tirs à bout portant des gaz lacrymogènes alors que le Président du MEET, Adou Seibou été purement et simplement enlevé, après avoir été roué de coups ainsi que les membres du bureau de MEET. Dans ce contexte de violence la réaction des étudiants a été remarquable de courage. Au lieu de se terrer comme des bêtes traquées, ils ont donné une nouvelle preuve de leur détermination en osant se rendre à la Gendarmerie Nationale, où étaient détenus Adou Seibou et Moukaïla Ouro, pour signifier aux autorités leur solidarité à leur égard et leur intention de ne pas les abandonner. La Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH), directement concernée par de telles atteintes aux libertés publiques, a fait montre également d'un grand courage. Son Président, Me Raphaël Kpandzé-Adzaré a été amené à intervenir publiquement.

Il y a dans cette démarche collective une preuve de maturité politique et de solidarité, qui tranche singulièrement avec certaines pratiques en vogue dans le pays où certains brillaient par

leur refus de soutenir un des leurs alors qu'il s'agit de défendre les intérêts collectifs. L'urgence de la coordination des mouvements sociaux n'est que plus évidente⁵.

4. A QUAND LA LIBERATION ET LES EXCUSES PUBLIQUES AU DG DE REDEMARE ?

Le peuple togolais doit prendre conscience que le Gouvernement de Faure Gnassingbé a choisi les voies de la désinformation, de l'arbitraire, de l'obstruction à la liberté de se réunir, du refus du droit à la défense des intérêts individuels et collectifs, pour régler le compte des étudiants togolais. Mais le peuple togolais doit-il continuer à avoir peur de gens qui mentent sur le dos de leurs enfants ? Le peuple togolais doit-il continuer à se culpabiliser et ne pas se regarder dans la glace, en feignant de croire tout ce que dit un Gouvernement qui use du mensonge et de la brutalité ?

NON, le Peuple togolais doit retrouver sa dignité et exiger que la vérité des faits soit rétablie, que les responsables estudiantins soient libérés et qu'ils aient le droit de défendre de leurs intérêts. Mais si le bilan devait être fait sur la mauvaise gouvernance de Faure Gnassingbé et de son premier ministre exécutant, il faut se demander si ce n'est pas plutôt ces derniers qui devraient répondre de leur brutalité devant le Peuple.

Dans ce contexte, où sont certains partis politiques, si prompts à dénoncer les abus ? Pourquoi ces mouvements sociaux ne figurent pas dans leur programme d'action politique ?

Comment des économistes de renom⁶ peuvent-ils conclure à la bonne gouvernance de Mr Sama Esohamlon, Directeur Général de ReDeMaRe sans que personne dans le Gouvernement RPT/AGO ne vienne faire amende honorable en le libérant sans conditions tout en prenant les frais médicaux de ce Monsieur en charge. Comment d'éminents juristes togolais peuvent-ils démontrer que Mr Sama Esohamlon est innocent et que, sans aucune preuve, le Gouvernement - qui en la matière s'est érigé juge et partie - continue à promouvoir la gouvernance de l'arbitraire et de la mort lente et dégradante pour des personnalités qui mériteraient sous d'autres cieux, les honneurs de la République ! Mais, il est vrai que le Togo de Faure Gnassingbé n'est pas une République, mais une *monarchie de fait* où l'organisation politique de l'Etat se fait sur la base d'un pouvoir héréditaire adoubé par des militaires non-républicains. Il s'agit bien d'un pouvoir non-partagé et exercé minoritairement par une infime partie de la population qui ne respecte pas la vérité des urnes et des comptes.

⁵ AGHU : « TOGO: Arrestations et lacrymo à la cité universitaire à la veille de la manifestation de l'opposition » :

<http://www.koaci.com/index.php?k=main&koaci=actualite_info&numero_article=69173>, accédé le 15 juin 2011.

⁶ Toni KOSSI, "ReDeMaRe : Trois économistes de renom donnent raison à Sama Esohamlon", in Liberté Hebo, repris sur LynxTogo, Samedi, 11 Juin 2011, voir < <http://www.lynxatogo.info/economie/1292-redemare-trois-economistes-de-renom-donnent-raison-a-sama-essohamlon.html> > accédé le 16 juin 2011 ; il s'agit des économistes suivants : le Professeur Aimé Tchabouré GOGUE, Dr COUCHORO Mawuli et Dr SODDOKIN Koffi qui ont réalisé une étude scientifique avec le financement et les termes de référence du cabinet d'expertise PALM'S (Programme d'Analyses, Leadership, Management et Stratégies).



Collectif pour la Vérité des Urnes

Mouvement Citoyen

Dans une telle monarchie de fait, Mr Sama Essohamlon est condamnée pour avoir en fait soutenu, avec ses propres moyens et son propre génie personnel, l'économie togolaise, en créant de la richesse pour tous. Il s'est fait voler le fruit de son travail et se voit contraint par l'arbitraire et la brutalité du régime de Faure Gnassingbé à croupir en prison sans jugement, sans enquête qui établisse la vérité des comptes. Ainsi, les autorités gouvernementales se sont contentées de vider les coffres de ReDeMaRe, faisant main basse sur l'important fonds de roulement qui sert à transformer l'épargne court en épargne long, au profit de l'ensemble des sociétaires. Le régime RPT/AGO est en train d'ouvrir un nouveau terrain d'affrontement en cumulant une crise politique avec une crise sociale au Togo. Sa technique demeure le mensonge, l'arbitraire, la brutalité et la répression.

Quelle honte pour les ancêtres du Togo ?

Quelle honte pour des gens qui prétendent avoir fréquenté l'école ou l'université ?

Il est vrai que certains ministres, encore en poste au Gouvernement togolais, qui ont triché et ne comprennent pas comment il faut faire pour obtenir un diplôme, vivent dans l'impunité totale. Il leur est ainsi difficile de percevoir et de comprendre les problèmes des universités. Il faut espérer que le temps viendra où il faudra rendre compte de toutes les exactions.

En attendant, un ecclésiastique togolais se promène en Occident (Europe et Etats-Unis principalement) en utilisant l'argent de la société civile, pour aller demander à une Diaspora togolaise que le Gouvernement de Faure Gnassingbé vient de refuser de recenser, de venir soutenir la Commission pour la vérité, la justice et la réconciliation (CVJR), qu'il préside. Ceci, alors même que celui-ci ignore la vérité et la justice temporelles pour se concentrer uniquement sur la réconciliation au sens biblique, ce qui signifie qu'il donne l'absolution aux crimes de Faure Gnassingbé pour se concentrer sur le pardon... Même le Dieu créateur ne peut oublier la vérité et la justice ! Faut-il alors refaire les cours élémentaires de théologie pour que la vérité des urnes et des comptes reviennent en « état de grâce » au Togo ? Il est temps de jeter la lumière sur la responsabilité de chacun devant un miroir non déformant, pour révéler l'ampleur et les arcanes du mensonge d'Etat !

5. LE MEPRIS DE LA CONDITION SOCIALE DU PEUPLE TOGOLAIS

La question est de savoir pourquoi plusieurs responsables du pouvoir RPT/AGO continuent à voyager partout dans le monde, au lieu de voyager dans les couloirs des hôpitaux togolais et de s'y faire soigner ? Pourquoi ne circulent-ils pas dans le campus universitaire, sans parler des écoles sur l'ensemble du territoire, afin de constater les conséquences dramatiques de la mauvaise gouvernance des Gouvernements Houngbo I et Houngbo II. Faut-il changer de Gouvernement ou alors faut-il changer Faure Gnassingbé qui empêche ses Gouvernements de travailler efficacement ?



Collectif pour la Vérité des Urnes

Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Et l'Armée dans tout ceci, comment envisage-t-elle son avenir ? Précisons qu'il est question ici de la partie républicaine de l'armée, car l'armée non-républicaine se contente elle, de veiller à ne subir aucun préjudice dans le partage des « profits » de cette mauvaise gouvernance de Faure Gnassingbé.

Cette nouvelle partie de bras de fer entre d'une part, le Gouvernement et d'autre part, les syndicats du personnel hospitalier ou les étudiants togolais, tend à confirmer, à qui veut bien en prendre conscience, qu'il est difficile de faire confiance à un Président et à des Gouvernements Houngbo I et II qui ne respectent pas les engagements écrits et signés. Le silence de la communauté internationale et de certains partis politiques, qui ne pensent qu'à utiliser les difficultés des populations togolaises pour tracer leur ascension vers le partage du pouvoir avec le RPT/AGO, est une honte et un scandale. Le Peuple togolais doit sortir de sa torpeur et mieux identifier qui sont les « vrais » défenseurs des intérêts des populations, ceci sans compromissions et trahisons.

La grave crise sociale et politique qui secoue aujourd'hui le Togo et depuis l'avènement de Faure Gnassingbé, est d'abord et avant tout une crise de confiance entre le peuple-citoyen et les dirigeants, de surcroît lorsque ces derniers ne sont pas légitimes compte tenu de l'absence totale de transparence sur les résultats du comptage des voix. C'est donc le flou volontairement entretenu sur la vérité des urnes qui contraint le pouvoir à choisir la répression au lieu du dialogue pour résoudre les problèmes au Togo. Mais qui a parlé d'un Dialogue inclusif ? Ne serait-ce pas Faure Gnassingbé ? Inclusif se fait avec ou sans les étudiants ? Avec ou sans le personnel médical ? Avec ou sans les Zémidjans et les taxis ? Avec ou sans le peuple togolais qui ne l'a pas choisi ? La crise sociale est réprimée. Aucun Togolais, ni Togolaise, ne doit plus croire au Dialogue inclusif de Faure Gnassingbé. Il s'agit d'une pensée unique et « uniformisante ». Il s'agit de l'assimilation de tous les Togolais aux pratiques du RPT/AGO, c'est-à-dire le refus de la Démocratie.

6. RECOMMANDATIONS DE RETOUR DU DIALOGUE SOCIAL

Le CVU-Togo-Diaspora demande donc :

- la libération de tous les étudiants et des représentants syndicaux, en demandant au Gouvernement de ne pas faire preuve d'amnésie et de ne pas oublier qu'il n'est qu'un Gouvernement d'usurpation du pouvoir et, à ce titre, à faire preuve d'un peu d'humilité. Le Togo des aïeux a toujours pratiqué la palabre africaine intelligente. Il ne faudrait pas que Faure Gnassingbé s'attire la malédiction des ancêtres en versant dans la brutalité comme d'autres l'ont fait avant lui ;



Collectif pour la Vérité des Urnes

Mouvement Citoyen

- le retour à un processus de palabre africaine intelligente, sur lequel reposerait le dialogue social avec chacun des protagonistes, tout en rendant compte des avancées au lieu du refus de discuter du Gouvernement doublé des brutalités policières et judiciaires;
- La mise en place d'un service minimum notamment en milieu hospitalier pour éviter des morts liés à des mouvements de grèves,
- L'interdiction pour l'armée et la police d'investir les espaces de diffusion du savoir sans autorisation formelle et acceptée par les autorités universitaires. Cela suppose la création d'un service de sécurité interne aux institutions du savoir.

Il ne s'agit là que de suggestions pour faciliter une amorce de rétablissement de la confiance entre les citoyens et des dirigeants qui ont usurpé la vérité des urnes et des comptes publics.

17 juin 2011.



Coordinateur international provisoire

Dr Yves Ekoué AMAÏZO

Responsable de la communication

François FABREGAT



Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org